



ARRETE MUNICIPAL n°33/2025

**Arrêté de circulation et de stationnement du jeudi 17 avril au mercredi 30 avril 2025
Saint Joseph**

Le Maire de la Commune de Frossay, (Loire-Atlantique),

VU Le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment son article L.113-2 du Code de la Voirie Routière,

VU Le code de la Route,

VU L'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, complété par l'arrêté du 8 avril 2022,

Considérant la demande de restriction de la circulation et d'interdiction du stationnement en raison de travaux de raccordement aériens du réseau ENEDIS, de la société LUCITEA ATLANTIQUE située 2 Rue du Clos Bessere - Zone des Six Croix - 44480 DONGES pour le compte d'ENEDIS localisé 2 Rue de la Conraie - 44700 ORVAULT, en date du 10 avril 2025,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation dans un but de sécurité publique,

ARRETE

Article 1 : Du jeudi 17 avril 2025 au mercredi 30 avril 2025 inclus, au lieu-dit Saint-Joseph :

- La vitesse sera limitée à 30km/h ou 50km/h suivant l'importance de la gêne apportée à la circulation
- Une voie sera neutralisée
- La circulation sera alternée et réglée par des panneaux B15-C18
- Le stationnement sera interdit
- Le dépassement sera interdit.

La voie concernée par cet arrêté est identifiée sur la plan annexé.

Article 2 : La signalisation sera mise en place par l'entreprise LUCITEA ATLANTIQUE.

Article 3 : Pendant les périodes d'inactivité du chantier notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux mis en place seront déposés quand les motifs, ayant conduit à les implanter, auront disparu (présence de personnel, d'engins et d'obstacles).

Article 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté sera transmis à la Gendarmerie, à la police intercommunale et au demandeur.

Le 11 avril 2025



Le Maire,

Sylvain SCHERER

Le présent arrêté pourra être contesté dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication :

- par un recours gracieux, à adresser à l'attention de M. le Maire ;
- par un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes ;
- par la saisine de Monsieur le Préfet de la Loire-Atlantique en application de l'article L.2131-8 du Code général des collectivités territoriales.

ANNEXE

